

Me Marc-André Grou
mgrou@audrenrolland.com

Le 30 juillet 2021

PAR COURRIEL

Monsieur David Power, registraire par intérim
Cour suprême du Canada
301, rue Wellington
Ottawa (Ontario) K1A 0J1

Objet : *Karine Tremblay c. Centre Hi-Fi Chicoutimi, et al.*, CSC 39685
Réponse (art. 27 des *Règles de la Cour suprême du Canada*, DORS/2002-156)

Monsieur le Registraire par intérim,

Par la présente, Bureau en Gros (Staples Canada ULC) demande le rejet de la demande d'autorisation d'appel dans le dossier en objet, avec dépens.

La jurisprudence de la Cour d'appel du Québec sur l'autorité de la chose jugée en matière d'autorisation d'actions collectives est cohérente et uniforme et atteint l'équilibre voulu pour protéger les droits des parties. L'arrêt attaqué bâtit sur cette jurisprudence et sur les règles élémentaires de la chose jugée pour conclure au rejet de la demande d'exercer l'action collective. Il ne crée aucune des difficultés plaidées par la Demanderesse et ne soulève aucune question d'importance pour le public.

Le contexte procédural

Le 9 septembre 2016, la Cour supérieure refuse à MM. Cantin et Routhier l'autorisation d'exercer une action collective contre les Intimées Bureau en Gros, The Brick Warehouse LP et 2763923 Canada inc. (le « **Jugement Cantin** »)¹. L'autorisation est refusée au motif que les faits allégués ne paraissent pas justifier les conclusions recherchées (art. 575 (2) CPC) puisqu'aucune preuve n'appuie les affirmations vagues et générales des demandeurs². Aucun appel valablement formé n'est interjeté de cette décision. Le 16 mai 2017, la Demanderesse dépose une nouvelle demande fondée sur les mêmes faits et le même droit contre les mêmes Intimées et 9246-9352 Québec inc. et 149667 Canada inc.³

Réponse aux arguments de la Demanderesse sur la chose jugée⁴

Les conditions de la chose jugée sont doubles. Il y a d'une part les conditions relatives à l'action (les trois identités) et, d'autre part, les conditions relatives au jugement⁵.

La Demanderesse n'a jamais véritablement contesté que la règle de la triple identité est remplie dans le présent cas. Elle reproche plutôt à la Cour d'appel d'avoir erré quant aux conditions relatives au

¹ *Cantin c. Ameublements Tanguay inc.*, [2016 QCCS 4546](#), appels incidents rejetés par *Routhier c. Corbeil Électroménagers inc. (Corbeil Électrique inc.)*, [2017 QCCA 671](#).

² Arrêt attaqué, par. 8 à 11 [D.A.A., p. 24 et 25].

³ Dans les deux dossiers, le cas personnel de Guylaine Hébert est allégué au soutien de la demande contre Bureau en Gros.

⁴ La Demanderesse soulève deux moyens dans sa demande d'autorisation d'appel, dont seul le premier concerne directement Bureau en Gros. Les Intimées 9246-9352 Québec inc. et 149667 Canada inc. répondront séparément au deuxième moyen.

⁵ *Roberge c. Bolduc*, [1991] 1 R.C.S. 374, [1991 CanLII 83](#), p. 404.

jugement. Elle affirme que le Jugement Cantin n'est pas un jugement définitif, puisqu'il ne s'agit que d'une décision procédurale. À cela, nous répondons ce qui suit.

- L'arrêt attaqué s'inscrit dans une lignée d'arrêts qui reconnaissent l'application de la chose jugée au jugement d'autorisation⁶.
- L'arrêt applique une des plus élémentaires règles de la chose jugée, soit qu'on ne puisse contourner cette « présomption absolue »⁷ en faisant valoir des faits ou des arguments qui auraient dû être avancés la première fois⁸.
- La Demanderesse prétend faussement qu'une question identique se posait dans le dossier *Cake Rochon*⁹, alors qu'elle sait pertinemment que la deuxième demande dans cette affaire soulevait « une nouvelle cause d'action 'individualisée et dissociable' »¹⁰ qui n'avait pas été invoquée dans le premier dossier. Cette décision n'a pas d'application en l'espèce alors que la demande soulève la même cause d'action que dans le premier dossier.
- Contrairement à ce qu'affirme la Demanderesse¹¹, le débat n'était pas clos par la décision de la Cour supérieure dans le dossier *Option consommateurs*¹². Outre les distinctions entre les deux dossiers et l'évolution de la jurisprudence depuis 2007, la Demanderesse devrait savoir qu'une cour d'appel n'est pas liée par les décisions des instances inférieures.
- C'est à bon droit que la Cour d'appel n'a pas retenu l'argument voulant que le juge dans le premier dossier aurait conclu différemment s'il avait eu le bénéfice des enseignements de l'arrêt *Asselin*¹³. Outre que cet arrêt n'ait pas changé le droit¹⁴, la chose jugée interdit justement qu'on remette en cause un jugement rendu en s'appuyant sur une jurisprudence postérieure.
- Il est faux que l'arrêt attaqué confère aux Intimées « une immunité face à tout recours fondé sur la même base »¹⁵, alors que l'identité d'objet ne serait présente qu'en cas d'action collective¹⁶.

En somme, la Demanderesse revendique que soit reconnu aux demandeurs en action collective le droit d'amender leur acte de procédure après jugement dans l'espoir de répondre aux lacunes identifiées par le tribunal. C'est à bon droit que la Cour d'appel a jugé que l'autorité de la chose jugée en droit civil s'oppose à une telle façon de faire, au même titre que les doctrines applicables dans les juridictions de *common law*¹⁷.

⁶ *Jasmin c. Société des alcools du Québec*, [2016 QCCA 746](#), confirmant [2015 QCCS 6552](#), autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2017 CanLII 447](#); *Whirlpool Canada c. Gaudette*, [2018 QCCA 1206](#), par. 4 et 5, autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2019 CanLII 73200](#); *Bell Canada c. Marineau*, [2019 QCCA 1889](#), par. 11 et 12.

⁷ Art. 2848, al. 1 CCQ.

⁸ *Bell Canada c. Marineau*, [2019 QCCA 1889](#), par. 11; *Ghanotakis c. Laporte*, [2013 QCCA 1046](#), par. 19 et 20, autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2014 CanLII 5978](#); *Souscripteurs non-maritimes de Lloyd's de Londres c. Léveillé*, [2013 QCCA 999](#), par. 5 à 8; *Matériaux Inter-Québec inc. c. Caisse populaire Grand-Coteau*, [2012 QCCA 1334](#), par. 49 et 50; *Liu c. McGill Non-Academic Certified Association*, [2013 QCCA 979](#), par. 13, autorisation de pourvoi à la CSC refusée, [2013 CanLII 65415](#); *Werbin c. Werbin*, [2010 QCCA 594](#), par. 8.

⁹ *Cake Rochon c. Meubles Léon Itée.*, [2015 QCCS 1325](#).

¹⁰ *Cake Rochon c. Meubles Léon Itée.*, [2015 QCCS 1325](#), par. 22.

¹¹ Mémoire de la Demanderesse, par. 7 [D.A.A., p. 35].

¹² *Option consommateurs c. Banque de Montréal*, [2007 QCCS 7142](#).

¹³ *Desjardins Cabinet de Services financiers inc. c. Asselin*, [2020 CSC 30](#).

¹⁴ *Desjardins Cabinet de Services financiers inc. c. Asselin*, [2020 CSC 30](#), par. 11, 12, 16 et 26. Arrêt attaqué, par. 42 [D.A.A., p. 32].

¹⁵ Mémoire de la Demanderesse, par. 3 [D.A.A., p. 34].

¹⁶ Ce que la Demanderesse plaide d'ailleurs explicitement. Mémoire de la Demanderesse, par. 11 et 14 [D.A.A., p. 36].

¹⁷ *Bear v. Merck Frosst Canada & Co.*, [2011 SKCA 152](#); *Turner v. York University*, [2011 ONSC 6151](#).

AUDREN | ROLLAND

Espérant le tout conforme, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Registraire par intérim, nos salutations distinguées.

Audren Rolland s.e.n.c.r.l.



Marc-André Grou

c.c. Me David Bourgoin, BGA inc.
Me Benoît Gamache, Cabinet BG Avocat Inc.
Me Laurence Bich-Carrière, Lavery, De Billy
Me Guy Poitras, Gowling WLG (Canada)
Me Emmanuelle Rolland, Audren Rolland